



attac

Le Courriel d'information

n° 170 – Vendredi 22 septembre 2000.

SPECIAL PRAGUE

Dans ce numéro

- 1- Prague annulé ?
- 2- Le 26 septembre
- 3- Les institutions financières internationales dans l'œil du cyclone
- 4- Annulons la dette
- 5- Le Nouvel ordre établi
- 6- Vous avez rendez-vous avec ATTAC

En bref...

- 1- *Prague annulé ? Pas de panique : le FMI et la BM se réuniront bien. Il s'agit des manifestations prévues le 26 qui viennent d'être annulées par les autorités tchèques. Sans autorisation légale, elles auront cependant lieu. Une action fax + email est entreprise auprès des autorités.*
- 2- *Le 26 septembre. Rassemblements et manifestations à Cahors, Paris et Strasbourg. Le 25, départ des cars de la région parisienne pour Prague.*
- 3- *Les Institutions financières internationales dans l'œil du cyclone. Les critiques à l'égard du FMI et de la BM ne s'expriment pas seulement dans la rue. Un écho des contre-sommets est donné dans d'autres institutions ou au sein même des IFI.*
- 4- *Annulons la dette. Les IFI dans lesquels les pays riches siègent avec prépondérance, sont les juges et parties d'un même problème : la dette.*
- 5- *Le Nouvel Ordre établi. Ce n'est pas parce que nous nageons dans le bonheur et la plénitude cathodique et commerciale qu'il ne s'agit pas véritablement d'un rapport dominant – dominé. Mise à jour de la nouvelle dictature qui s'affirme sans y paraître, c'est à dire sans la violence qui la caractérisait.*

Prague annulé ?

Les autorités tchèques viennent de refuser tous les permis de manifester à Prague le 26 septembre. Malgré tout, cette interdiction ne va pas empêcher les milliers de personnes de manifester. Martin Shaw (INPEG) déclare que les manifestations se dérouleront comme prévues malgré l'interdiction officielle. L'INPEG fera appel de cette décision devant la justice. Elle recommande aux militants de s'engager dans des actions de désobéissance civile pacifique, de se protéger en ne transportant aucune arme ou objets pouvant s'apparenter à une arme et de rester groupés. (informations recueillies par le réseau Indymedia)

Que vous comptiez aller à Prague ou pas vous pouvez aider en envoyant le fax suivant aux autorités tchèques.

M le Président Vaclav Havel
+42.(0)2.243.73.300

president@hrad.cz

Ministre de l'intérieur de la République tchèque :

+ 42 (0)2.614.33.560

+ 42.(0)2.614.33.555

ssi1@mvcz.cz

Ministère des Affaires étrangères

+42.(0).2.241.82.041

ministr@mzv.cz

Stop à la nouvelle Normalisation ! (1)

Défendons le droit de manifester.

En novembre 1989 nous avons gagné certains droits démocratiques fondamentaux dont la liberté de rassemblement et la liberté d'expression politique. Nous avons aussi gagné la liberté de voyager. Avec la naissance de la République tchèque en 1993, la Liste des



attac

Libertés et des Droits fondamentaux est devenue partie intégrante de la Constitution de la République tchèque.

Comme dans les années 70 et 80, nos droits sont formellement garantis. Cependant en pratique ils sont bafoués parce qu'ils dépendent de la bonne volonté de bureaucrates.

Les autorités locales des districts 2 et 4 ont pris la décision d'interdire toutes les manifestations contre les politiques du FMI et de la Banque mondiale le 26 septembre 2000. Les raisons invoquées pour l'interdiction sont des raisons techniques telles que « cela limitera le flux de la circulation » ce qui, à notre avis, n'est pas une raison suffisante pour nous priver de nos droits fondamentaux garantis par la Constitution.

En même temps nous sommes gênés par un incident qui s'est produit le 13 septembre 2000 quand un américain et trois hollandais opposants à la mondialisation ont été refoulés à la frontière à Hrensko parce « qu'ils avaient des drapeaux et des auto-collants anarchistes sur leur voiture » (policier de l'immigration, quotidien MF Dnes 14/09/00).

Nous soussignés, demandons que nos droits civiques fondamentaux et nos libertés soient respectés. Cela signifie que quiconque veut traverser la frontière pour exprimer son opposition à la conférence du FMI et de la Banque mondiale à Prague doit pouvoir le faire.

Nous exigeons aussi la levée immédiate de l'interdiction de manifester.

(1) Après la défaite du mouvement de 1968 en Tchécoslovaquie, le gouvernement entreprit une politique de « normalisation » ramenant les choses à la normale c'est à dire rétablissant leur étroit contrôle.

INPEG.

En solidarité :
NOM
Prénom
Signature

Le 26 septembre

Strasbourg: strasbourg@attac.org
<http://www.local.attac.org/strasbourg/>
ATTAC-Strasbourg organise, à l'occasion du sommet de Prague, le 26 septembre 2000, un rassemblement unitaire, sans doute devant le Conseil de l'Europe à 18H (le Conseil est en

Assemblée parlementaire du 25 au 29 septembre).

Cahors: attac46@attac.org
<http://attac.org/fra/grou/doc/46.htm>
Rassemblement devant la Banque de France 16h.

Paris :
Manifestation le 26 septembre à 18 heures, métro Léna, à proximité du FMI et de la Banque mondiale.

Bruxelles :
Manifestation le 26 septembre. bxl@attac.org

Prague :
Pour aller manifester à Prague, inscription aux départs en commun de Paris, renseignements et inscriptions au 01 42 58 82 28, de 18 à 21 H.
e-mail : prague2000@ras.eu.org

Les institutions financières internationales dans l'œil du cyclone

Alors que Prague s'apprête à accueillir l'Assemblée du FMI et de la Banque mondiale et qu'une coalition citoyenne mondiale se prépare à manifester contre la logique de ces institutions, il est bon de rappeler que l'écho du "contresommet" citoyen est loin d'être isolé. L'année 2000 a en effet vu les critiques se multiplier au sein des plus hautes instances politiques... et des institutions financières internationales elles-mêmes.

Stiglitz cloue le Consensus de Washington au pilori

Durant son séjour à la tête de la Banque mondiale, Joseph Stiglitz a vécu de près les crises asiatique, russe et brésilienne. Le désastre qu'elles ont provoqué est connu de tous. La manière dont elles ont été précipitées un peu moins. Les quelques voix qui s'élevaient depuis des années contre les politiques catastrophiques des institutions financières internationales étaient marginalisées. Le témoignage de Stiglitz (in The New Republican, avril 2000) vient rappeler qu'il n'en aurait jamais dû être ainsi.

D'abord, il situe les différents responsables : "Le problème ne provenait pas de gouvernements imprudents, mais du secteur privé". Les positions spéculatives et les emprunts douteux se sont en effet développés sans la moindre contrainte, créant progressivement une bulle spéculative ne pouvant qu'à terme éclater. Une



attac

telle réalité a pour origine les programmes du FMI, dont le credo est désormais connu : s'ouvrir sans transition aux marchés internationaux, privatiser les structures économiques et réduire le budget de l'Etat à sa plus simple expression. Stiglitz est particulièrement acerbe à propos des réformes appliquées en Russie : "Suite à la chute du Mur de Berlin, deux écoles de pensée ont émergé à propos de la transition de la Russie vers l'économie de marché. (...) L'une d'elles soulignait l'importance des infrastructures institutionnelles dans une économie de marché (...) et prônait une transition plus graduelle vers l'économie de marché. (...) La seconde école se composait de macro-économistes dont la foi dans le marché était totale. Ces économistes n'avaient aucune connaissance de l'histoire ou des détails de l'économie russe et ils ne croyaient pas en avoir besoin. La grande force, et la faiblesse ultime, des doctrines économiques auxquelles ils se reliaient réside dans le fait qu'elles étaient - ou étaient supposées être - universelles. (...) Et la vérité universelle est qu'une thérapie de choc fonctionne pour tous les pays en transition vers l'économie de marché : plus le médicament est fort (et plus douloureuse est la réaction), plus rapide est le changement. Telle est leur argumentation. (...) Ceux qui s'opposaient à ce cours ne furent pas consultés longtemps. (...) La Russie avait, en décembre 1993, expérimenté le 'trop de chocs et trop peu de thérapies'. Et tous ces chocs n'avaient pas du tout mené la Russie vers une véritable économie de marché. La privatisation rapide imposée à Moscou par le FMI et le Trésor US avait permis à un petit groupe d'oligarques d'obtenir le contrôle des actifs du pays. (...) Lorsque le gouvernement a commencé à manquer d'argent pour payer les pensions, les oligarques ont détourné les précieuses ressources nationales vers des comptes bancaires suisses ou chypriotes. Les Etats-Unis étaient impliqués dans ces affreux mécanismes. A la mi-1998, lorsque Larry Summers remplaça Robert Rubin au poste de secrétaire US aux Finances, il apparut aux côtés de Anatoly Tchoubaï, l'architecte en chef des privatisations russes. En agissant ainsi, les Etats-Unis semblaient s'allier aux forces responsables de l'appauvrissement en Russie. (...) Le Trésor US et le FMI continuaient d'insister sur le fait que le problème ne provenait pas de trop de thérapies, mais de trop peu de chocs. Mais au cours des années 90, l'économie russe continua à imploser. Alors que seuls 2% de la population vivait dans la pauvreté à la fin de la période soviétique, les 'réformes' virent le taux de pauvreté grimper jusqu'à 50%, avec plus de la moitié des enfants russes vivant sous le seuil

de pauvreté. (...) Aujourd'hui, la Russie est rongée par d'énormes inégalités et la plupart des Russes ont perdu confiance dans l'économie de marché." Ce type de réforme universelle a été appliquée partout dans le Tiers Monde. La dette extérieure et l'octroi d'un peu d'oxygène nécessitaient ce prix à payer. Même la Corée du Sud, qui pouvait pourtant se targuer d'une politique volontariste ayant mené le pays à hauteur des plus grands, a été contrainte de se plier au credo de la libéralisation massive. Or, comme le souligne Stiglitz, "Cela a coûté cher à la Corée et au monde entier".

Si les réformes du FMI ont finalement abouti à des crises financières dévastatrices, l'intervention du fonds à l'aube de ces crises a été tout aussi inappropriée. Chaque fois, le gendarme d'hier a voulu se métamorphoser en pompier. Partout, les mesures prises n'ont fait que rendre inévitable l'incendie qui se préparait. La logique de ces mesures est simple : si les marchés perdent confiance en l'eldorado d'hier, c'est parce qu'ils ont peur que les déficits ne mènent à terme à un problème de liquidité. Il faut donc augmenter les taux d'intérêt (pour conserver les capitaux volatils avides de hauts rendements), diminuer les dépenses publiques (pour faire des économies budgétaires) et augmenter les impôts (pour augmenter les recettes). Mais à l'analyse, de telles mesures sont au mieux dépassées, au pire totalement simplistes.

Le fait est qu'elles vont entraîner inéluctablement les pays concernés dans une récession, voire une dépression : "Les hauts taux d'intérêt dévastent les firmes endettées, provoquant des défauts de paiement et des faillites bancaires. La réduction des dépenses publiques affaiblissent l'économie." Quant aux populations, elles sont frappées de plein fouet par la récession et la hausse des impôts. Par exemple, en Indonésie, "le FMI augmenta la pression, demandant des réductions de dépenses publiques. Ainsi, des subsides sur des besoins de base comme la nourriture ou l'essence furent éliminés à un moment où les politiques d'austérité rendaient ces subsides plus désespérément nécessaires que jamais". Or, l'Indonésie était le premier partenaire commercial du Japon, seconde économie mondiale, et on sait à quelle catastrophe cela a abouti. Stiglitz ne le dit pas, mais la crise brésilienne présente exactement les mêmes caractéristiques : à la mi-1998, le Brésil demande une aide financière limitée au FMI. La situation du Brésil est alors loin d'être condamnée : le pays possède encore quelque 40



attac

milliards de réserves de change dans ses caisses. Pourtant, le FMI s'accroche à sa doctrine : il faut augmenter les taux d'intérêt et les impôts, tout en diminuant les dépenses de l'Etat. Le résultat est doublement dramatique : non seulement ces mesures poussent le pays dans la récession, mais en outre l'intervention du FMI alerte les marchés qui, perdant leur sacro-sainte confiance, fuient le pays puis toute la région (effet samba), l'entraînant dans une crise financière dévastatrice. En clair, si les attaques spéculatives des années 90 ont toutes pris la forme de "prophéties auto-réalisatrices", c'est parce qu'un détonateur commun appelé FMI a apporté l'eau nécessaire au moulin de ces prophéties. Voilà un des liens les plus solides qui nouent des économies aussi diverses que celles de la Russie, de la Corée, de Hong-Kong ou du Brésil. Le gendarme se mue en pompier et exacerbe le vice des pyromanes.

Mais comment des économistes aussi intelligents que ceux du FMI commettent de telles erreurs ? Ceux-là même qui s'autoproclament les plus grands experts du monde sont-ils à ce point aveugles ? Stiglitz apporte une réponse en plusieurs points à cette question. Il relativise d'abord les auto-proclamations : "Ce n'est pas juste de dire que les économistes du FMI ne se soucient pas des citoyens des pays en développement. (...) Les experts du FMI pensent qu'ils sont plus brillants, mieux éduqués et moins politisés que les économistes des pays qu'ils visitent. En fait, les leaders économistes de ces pays sont très bons, et dans bien des cas plus brillants et mieux éduqués que le staff du FMI (faites-moi confiance, j'ai enseigné à Oxford, au MIT, à Stanford, à Yale et à Princeton, et le FMI n'a quasi jamais réussi à recruter le moindre des meilleurs étudiants)".

Mais le fait que les experts du FMI utilisent des modèles mathématiques dépassés n'explique pas tout. Ces politiques sont voulues par ceux qui défendent l'école de la vérité universelle, c'est-à-dire "les ministres des Finances des pays riches industrialisés qui approuvent tous les prêts du FMI". L'ombre du G7 en général et du département américain des Finances en particulier plane ainsi sur toutes les décisions du fonds. Cela cadre mal avec la prétendue absence de décisions politiques en son sein. Et cela nous remémore la phrase lâchée par Camdessus le jour de sa démission de la direction du FMI : "C'est la première décision en douze ans que je prends de mon propre chef".

C'est évidemment le caractère démocratique du FMI qui est ici pointé du doigt. Stiglitz explique

que "le FMI aime mener ses affaires sans qu'on lui pose trop de questions. En théorie, le fonds supporte les institutions démocratiques dans les pays qu'il assiste. En pratique, il mine le processus démocratique en imposant ses politiques. Officiellement, évidemment, le FMI n'impose rien. Il négocie les conditions pour l'octroi d'une aide. Mais tout le pouvoir dans les négociations se trouve du côté du FMI et ce dernier ne laisse que rarement le temps nécessaire pour la construction d'un consensus ou même de larges consultations avec les parlements ou la société civile. Parfois, le FMI prétend faire montre d'une ouverture totale et négocie des conventions secrètes."

Le pire est qu'en réalité, les relations entre les pays riches et les pays en développement se limitent très souvent à imposer aux seconds, par le biais du FMI, des mesures refusées par les premiers. Par exemple, comme le souligne Stiglitz, "le FMI affirme que 'tout' ce qu'il demandait aux pays d'Asie de l'Est était qu'ils équilibrent leurs budgets dans une période de récession. 'Tout' ? L'administration Clinton n'a-t-elle pas justement emporté une bataille majeure face au Congrès en écartant un amendement sur l'équilibre du budget américain ? Et l'argument clé de l'administration n'était-il pas que face à une récession, un petit déficit des dépenses publiques pourrait s'avérer nécessaire ?" Il n'est en effet pas difficile de comprendre que lorsqu'une économie se retrouve en manque de liquidités, la meilleure façon de la sortir de cette trappe est d'injecter un peu d'argent dans le circuit. Le problème est que les experts du FMI, d'une part aveuglés par leur obsession de contenir l'inflation, d'autre part pressés par leurs bailleurs de fonds d'accélérer les réformes, n'ont su ni percevoir, ni appliquer ces évidences. Le tout aux dépens de populations de plus en plus aux abois. Aujourd'hui, "40% des prêts thaïlandais sont encore douteux, l'Indonésie reste profondément ancrée dans la récession, les taux de chômage restent de loin plus élevés que ce qu'ils étaient avant la crise, même en Corée, pourtant le meilleur élève est-asiatique. (...) La Thaïlande, qui suivit le plus fidèlement les prescriptions du FMI, a enregistré des performances pires qu'en Malaisie et en Corée du Sud, qui suivirent des politiques plus indépendantes. (...) Par exemple, des phénomènes microéconomiques comme les faillites bancaires ou les défauts de paiement furent au centre de la crise asiatique. Mais les modèles macroéconomiques utilisés pour analyser ces crises n'étaient pas adaptés à des micro-dimensions, de sorte qu'ils ne prirent pas les faillites bancaires en compte. Mais les



attac

mauvais modèles économiques n'étaient qu'un symptôme du réel problème : le secret. Les gens intelligents sont plus aptes à faire des choses stupides lorsqu'ils se coupent eux-mêmes des avis et critiques."

Et d'insister sur le problème le plus profond : celui d'une institution agissant aux quatre coins du monde au nom de la démocratie, mais ne l'appliquant absolument pas en son sein. D'où des catastrophes non seulement économiques, mais aussi politiques. Stiglitz rappelle ainsi que "depuis la fin de la guerre froide, des pouvoirs immenses ont été donnés aux gens chargés de prêcher l'économie de marché dans les coins les plus éloignés du monde. (...) L'économie politique est peut-être aujourd'hui la plus importante part des interactions américaines avec le reste du monde. Cependant, la politique économique internationale de la démocratie la plus puissante du monde n'est pas démocratique."

Les conclusions de Stiglitz coulent de source. Elles rejoignent les revendications que de nombreux mouvements sociaux et citoyens portent depuis des années : "Si les gens en qui nous faisons confiance pour établir une économie globale - au sein du FMI et du Trésor US - ne débute pas un dialogue et ne prennent pas les critiques au sérieux, les choses continueront à aller très, très mal."

La Banque mondiale et son Rapport un peu trop perspicace

Depuis le limogeage de Stiglitz au poste de vice-président de la Banque mondiale, les mois passent à la Banque mondiale. Mais pas dans l'allégresse la plus totale. En cause ? Le Rapport mondial sur le développement sur la pauvreté 2000/2001 qu'elle s'apprête à publier et qui a le don de faire des vagues. En effet, celui-ci, dirigé par Ravi Kanbur, rendait à l'origine compte d'une réalité difficile à diffuser : la croissance ne suffit pas et la redistribution des richesses doit y être ajoutée pour éliminer la pauvreté.

La démonstration a été jugée tellement dangereuse que les pressions se sont multipliées en direction de Kanbur pour qu'il retire les passages ennuyeux. Larry Summers, Secrétaire d'Etat au Trésor américain, se serait personnellement impliqué dans une libre réadaptation des sections sur la mondialisation, atténuant l'impact négatif de la mondialisation néolibérale sur les populations les plus pauvres.

Kanbur a résisté aux pressions. Il a démissionné et a exprimé dans une lettre adressée au personnel de la Banque ses inquiétudes concernant la réécriture de certains chapitres du Rapport. Le Rapport devrait être finalisé pour l'Assemblée de Prague. Sous quelle forme ?

Le Congrès américain en phase avec la rue ?

En novembre 1998, le Congrès américain avait lancé une commission d'étude sur les institutions financières internationales. Le président de cette commission, Allan H. Meltzer, a remis son Rapport au Congrès en mars 2000. Il a été voté au sein de la Commission à 8 voix contre 3 et présente de nombreux points intéressants.

D'abord, le Rapport prône l'annulation pure et simple de la dette des pays de la liste PPTE (les 41 pays pauvres très endettés). Ensuite, il conseille une réforme profonde des institutions internationales. Dans un cadre général, la commission demande que le FMI, la Banque mondiale et les banques régionales de développement abandonnent toute conditionnalité envers les pays pauvres (PPTE). Les conditions imposées doivent être remplacées par des "conseils de politiques économiques".

A côté de ces mesures globales, une analyse plus affinée de chaque institution est présentée : le FMI doit arrêter de s'occuper de pauvreté et son rôle doit se limiter à inciter les pays membres à améliorer la sécurité, la stabilité et la solvabilité de leur système financier. En clair, le FMI doit abandonner les prêts à long terme et se focaliser sur son rôle de prêteur en dernier ressort (apport de liquidités à court terme en période de crise). Ces prêts se feraient à un taux dit de pénalité, supérieur à celui qu'offrent les marchés financiers, afin de ne pas s'y substituer. Il doit en outre s'assurer de la publication de données précises et régulières par tout pays emprunteur.

La Banque mondiale évalue elle-même que seul un programme sur quatre présente des résultats satisfaisants. Elle ne prête qu'à quelques pays ayant déjà accès aux capitaux privés, alors que les réformes imposées de l'extérieur aboutissent toutes à un échec. Elle doit donc cesser de prêter des capitaux et se concentrer sur la réduction de la pauvreté. Pareil pour les banques régionales de développement, qui doivent se limiter à fournir une assistance technique, des biens publics et accroître les flux de capitaux en provenance du secteur privé. Dans cette optique, la Banque mondiale et les banques régionales de développement devraient



attac

réorienter leur aide vers les pays les plus pauvres n'ayant pas accès aux capitaux du secteur privé (la Banque mondiale deviendrait ainsi l'Agence mondiale de développement et les banques régionales de développement se mueraient en Agences régionales de développement, responsables des programmes régionaux spécifiques). La Banque mondiale devrait se concentrer sur la production des biens publics globaux (santé, environnement, infrastructures, agriculture,...) et servir de relais aux agences régionales de développement pour l'assistance technique.

Vers quelles IFI ?

Les pistes lancées par le Rapport Meltzer ont le mérite de lancer le débat des réformes à appliquer au sein des institutions financières internationales. Il est évident que le monde a besoin d'une banque mondiale à fonds publics pour financer le développement (sorte d'instance de redistribution entre pays riches et pays pauvres) et d'une institution multilatérale veillant à la stabilité du système financier international. Il est tout aussi évident que la dette des PTE doit être immédiatement annulée et que les conditions imposées minent tout espoir de développement et de démocratie dans le Sud.

Par contre, il est avant tout primordial de souligner l'absence de démocratie au sein de ces institutions internationales. "Un dollar, une voix" ne peut rester le principe de décision au sein d'institutions aussi puissantes. Or, le Rapport Meltzer reste peu prolix sur la question. Il faut dire que cela équivaldrait à amenuiser le pouvoir des Etats-Unis, au cœur du processus (17% des voix et donc un droit de veto, vu qu'il faut 85% des voix pour modifier la Charte du FMI et de la Banque mondiale).

C'est pourtant ce processus qui est à la base du problème et qu'il convient de radicalement transformer. Non seulement les prises de décision doivent être démocratiques et transparentes, mais en outre aucun projet de développement ne peut s'élaborer sans la participation effective des populations locales, en rapport avec leurs besoins et leur environnement.

Au-delà, le débat entre réforme et abolition des IFI doit avancer, afin d'aboutir à une architecture financière internationale tournée vers les intérêts des citoyens.

Arnaud Zacharie. CADTM

cadtmcontact@skynet.be

Annulons la dette.

Les campagnes pour l'annulation de la dette dénoncent les blocages au sein du FMI et de la Banque mondiale

A l'occasion des rencontres annuelles de la Banque mondiale et du FMI qui ont lieu à Prague du 26 au 28 septembre, les campagnes pour l'annulation de la dette des pays pauvres se mobilisent. Après l'immobilisme du G7 à Okinawa sur ce dossier, les regards se tournent à présent vers le FMI et la Banque mondiale afin d'obtenir une annulation de la dette multilatérale des pays pauvres très endettés. Une manifestation est prévue à Prague dimanche 24 septembre.

Les organisations de la campagne « Pour l'an 2000, annulons la dette » dénoncent l'attitude des Institutions financières internationales en ce qui concerne l'annulation de la dette des pays les plus pauvres. En effet, les remboursements de dette exigés aux dépens des besoins fondamentaux des populations, et les programmes d'ajustement structurel conduisant à la privatisation de secteurs entiers de l'économie et à la réduction des budgets sociaux, ont été depuis 20 ans et restent aujourd'hui, une source majeure d'appauvrissement des pays du Sud.

Alors que l'ensemble des pays du G7 envisagent d'annuler une partie importante de leurs créances bilatérales vis-à-vis des pays pauvres très endettés, les Institutions financières internationales ne se sont engagées que sur un allègement minimal, en moyenne 30%, de leurs créances.

C'est pourquoi les organisations de la campagne dénoncent l'attitude de blocage au sein de ces institutions contrôlées majoritairement par les pays riches qui agissent comme juge et partie sur la question de la dette et demandent qu'une instance d'arbitrage neutre soit mise en place afin d'équilibrer les demandes des créanciers et des débiteurs.

« Jubilé 2000 République tchèque » organise une manifestation pour l'annulation de dette le dimanche 24 septembre à Prague, qui portera le deuil des enfants qui meurent chaque jour du fait du point de la dette sur les pays pauvres. Un large éventail de rencontres et de conférences se tiendront également pendant toute la



attac

semaine de mobilisation sur la question de la dette.

Contact à Prague : Alex de La Forest-Divonne, secrétaire de la campagne (portable) + 33 6 62 51 11 81

Contact presse Paris : Véronique de La Martinière. Tel : 01 44 82 80 64 E-mail : v.martiniere@ccfd.asso.fr

Le Nouvel ordre établi

« Nous avons découvert le jeu et les ressorts profonds, plus profonds qu'une crise économique, de ce que nous avons appelé, pour ne faire pas injure à l'ordre, le désordre établi. » E. Mounier

Quand Mounier parlait du désordre établi dans les années 30, il n'ignorait pas la réalité coloniale, solidement établie dans le monde à cette époque et jusqu'aux années 60. Il était évident que le désordre était confortablement installé internationalement dans tout le monde, qu'il n'était pas une maladie passagère.

Pourtant, le désordre d'aujourd'hui c'est quelque chose de quantitativement et qualitativement différent.

Quantitativement. Notre désordre mondialisé n'est que l'extension et l'intensification des relations de domination qu'un centre hégémonique avec un pouvoir inconnu jusqu'à maintenant dans l'histoire humaine, exécute sur toute la vaste périphérie planétaire. Cette extension et intensification sont le fruit d'une concentration de pouvoirs économique, technologique et militaire sans parallèle et sans précédent. Son instrument conceptuel est l'idéologie du néo-libéralisme, une prodigieuse usine des iniquités et inégalités les plus brutales.

Dit un rapport du Programme des Nations unies pour le développement: "Le lien entre croissance économique et développement humain n'est ni automatique ni évident" Vraiment on ne peut dire mieux.

Les trois personnes les plus riches du monde ont une fortune supérieure au produit intérieur brute de 48 pays en développement les plus pauvres. Le patrimoine des 15 les plus fortunés dépasse le produit intérieur brut de l'Afrique subsaharienne. Les avoirs des 84 personnes les plus riches surpassent les produits intérieurs brut de la Chine avec ses 1,2 milliard d'habitants. Selon le même organe des Nations

unies, il suffirait de moins de 4% de la richesse cumulée des 225 plus grosses fortunes mondiales pour donner à toute la population du globe l'accès aux besoins de base et aux services élémentaires: santé, éducations, alimentation.

Qualitativement. A cette accumulation écrasante de capacités économiques s'ajoute maintenant la concentration de pouvoirs culturels diffusés au travers de la "mass media". Ainsi les relations de domination sont vécues par les dominés non comme domination mais comme une simple mondialisation. Selon Ignacio Ramonet, le directeur de "Le Monde Diplomatique" la domination est plus complète au fur et à mesure que le dominé n'est pas conscient de l'être. Raison par laquelle, à la longue, pour tout empire qui veut durer, le défi c'est l'apprivoisement des âmes.

Hier le colonialisme, malgré les colonisés qu'il pouvait recruter comme des aîlés, était une contrainte venue de l'extérieur. En dépit de sa force, parfois accablante, il était une agression extérieure contre laquelle les colonisés pouvaient combattre et, en combattant, vaincre, comme le sait bien l'histoire du XXème siècle.

La dépendance et la subordination liées à ces nouvelles relations de domination élargies et intensifiées se réalisent à travers une pénétration subtile et même douce, à travers de l'imposition inaperçue, faite par les grands agents de persuasion audiovisuels, de nouveaux goûts, styles de vie, paradigmes esthétiques, habitudes mentales, clichés conceptuels, et par une nouvelle mythologie. Tout cela consacré par la force de la répétition presque illimitée du côté de la persuasion et par le poids de l'inertie du côté des récepteurs de l'invasion médiatique, "l'homme assis qui regarde" comme disait Mounier dans les années 30 prévoyant déjà la dégradation du loisir avec ces hypnotismes et paralysies de nos jours, encore pire dans le Tiers Monde par l'extrême bêtise et vulgarité de la télévision dans les pays marginaux.

Il ne s'agit pas maintenant du "fado bazar des lieux communs", comme disait aussi Mounier; il s'agit plutôt d'un vaste "shopping center" - avec l'esthétique dorée et grossière de Miami-exhibant demi vérités, répétitions fautes d'esprit critique, une cosmétique verbale maladroite, des glissements sémantiques pervers, comme l'offre publique de sexe, pour remplacer la prostitution, en couvrant les nudités avec le prêt à porter du marketing, ou le plus subtil dans lequel on met juste à côté le secteur privé et le secteur



attac

publique comme deux options égalitaires sur un plan horizontal, méconnaissant la hiérarchie dominant du public, espace du bien commun; pour ne pas mentionner l'usage abject des verbes vendre et acheter appliqués à des idées, projets, réalités de l'esprit.

Dans la perspective du Tiers Monde, cet accru Désordre Etablie se présente lui-même comme un nouvel ordre, inéluctable, fatidique. Il paraît aussi nécessaire et bienveillant, malgré être très bien connu surtout après les dernières décennies. Il ne fait qu'approfondir, dans une mesure difficile à imaginer, les injustices, les inégalités, les discriminations, les privilèges, l'oppression, la violation des droits de l'être humain, et l'analphabétisme. Il se voit impulsé irrésistiblement par les agents de persuasion audiovisuelle dans les sociétés malgré leurs difficultés et leurs malheurs. Il sur-valorise l'avoie en dépit de l'être des personnes qui sont poussées à chercher leur identité dans l'acquisition des biens qu'ils ne peuvent acheter et dont tous les jours la possibilité de les acheter s'éloignent: des sociétés dominées par l'angoisse « tantaliennne » de masses incitées et en même temps frustrées par l'illimitée mirage de la consommation sans fin.

Disait Mounier: "Nous ne nous faisons point d'illusion sur la qualité des forces qui luttent aujourd'hui contre le communisme. Otez la peur, la vulgarité, les intérêts d'argent, la haine de classe, les milles petites nonchalances, forfaitures et tranquillités de l'individu qui se hérissent, et vous pèserez ce qui reste d'indignation pure".

Nous, lecteur de Mounier dans le Tiers Monde, nous non plus, nous ne nous faisons aucune illusion. Nous ne nous faisons même pas d'illusion à l'égard de la chute du mur de Berlin. N'ignorant pas la signification qu'il put avoir pour la population de l'Allemagne et pour l'Europe, nous savions que la destruction du rempart berlinois était contemporaine à l'édification d'autres murs non moins redoutables.

Murs matériels et mur immatériels. Matériel, le mur très concret tout au long de la frontière

entre le Mexique et les Etats Unis, manifestation flagrants de que le NAFTA, la zone de libre commerce entre le Canada, le Mexique et les Etats Unis c'est simplement pour les choses, non pas pour les personnes. Le libre commerce dont il s'agit , la globalisation dont il s'agit, c'est simplement, dans des vastes secteur du monde, la libre circulation des choses produites par l'exploitation du travail humain, sous des formes non loin de l'esclavage. Un esclavage invisible, non tant par la dissimulation de leurs responsables mais surtout par la cécité morale des dirigeants et consommateurs dans le Premier Monde. Durant les deux décennies dernières le travail humain vient de se dégrader à des niveaux qui auraient été scandaleux et inacceptables dans la fin du 19eme siècle.

Le monde unipolaire d'aujourd'hui, sans confrontation, sans dissidence, sans appellation, sans alternative, ne trouve pas des raisons pour examiner sa conscience, ne trouve pas, même des raisons pour se souvenir qu'il existe une conscience. Le monde unipolaire d'aujourd'hui c'est le royaume de la cécité morale.

Murs immatériels aussi. L' hyper-communication maniaque d'aujourd'hui ne nous rapproche pas des autres. Elle nous rapproche seulement de notre reproduction, mais nous éloigne des autres, des inégaux. L'hyper-communication maniaque fabrique de nouvelles distances. Ce sont les murs d'une hauteur croissante qui séparent les pauvres des riches dans toutes les sociétés et qui sépare les pays riches des pays pauvres dans le monde entier.

Mounier disait: "Laissez faire, laissez passer: laissez faire, laissez passer le plus fort. Dans ce régime sans âme et sans contrôle, la liberté c'est le vol"

On pourrait actualiser et transposer ainsi: dans ce régime sans âme et sans contrôle, la liberté c'est la confiscation de la condition humaine à beaucoup plus de la moitié des humains.

Salvador M Lozada smlozada@ciudad.com.ar
(traduit de l'espagnol)

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <<http://attac.org/rdv/>>



attac

- Vendredi : BRUXELLES (Départ Prague + Fête) – MONTATAIRE – PETITE COURONNE – CHARENTE (5 VILLES) - BOURGES
- Samedi : BERNE – PARIS 11 – CHARENTE (5 VILLES) – PARIS (Colloque Fonds de pension) – PARIS 14 – BOURGES – ST NAZAIRE
- Dimanche : PARIS 11 – CHARENTE (5 VILLES) – BOURGES – PARIS 09 10
- Lundi : FRIBOURG – BRUXELLES – LA ROCHELLE – ROCHEFORT – MARTIGUES – CHARENTE (5 VILLES) – BOURGES – ILE DE FRANCE (départ Prague)
- Mardi : BRUXELLES (manifestation) – PARIS (Manifestation) – STRASBOURG (Manifestation) – CAHORS (Rassemblement) – PRAGUE (manifestation) – CHAMBERY – PARIS 15 – CHARENTE (5 VILLES) – BOURGES – BORDEAUX - LAVAL